

Zeitschrift:	Revue Militaire Suisse
Herausgeber:	Association de la Revue Militaire Suisse
Band:	137 (1992)
Heft:	5
Artikel:	Le nouvel avion de combat... : Attaques en règle contre notre patrie
Autor:	Voirol, Alain / Vernez, Gérald
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-345207

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le nouvel avion de combat...

Attaques en règle contre notre patrie

A la suite de récentes actions médiatiques, entreprises consciemment ou non dans le but de nuire à la défense nationale, il faut rappeler les buts et les méthodes de certaines personnalités politiques, dénoncer sans relâche leurs déclarations qui font fi du réalisme le plus élémentaire, de l'histoire et du présent, de même que tout argument dont la rigueur intellectuelle est contestable, tout propos faux, incomplet ou biaisé.

Les adversaires de la défense

De nombreux socialistes, qui appartiennent pourtant à un parti gouvernemental, ne recherchent rien d'autre que la disparition pure et simple de l'armée. C'est ce qu'a admis implicitement M^{me} Jean-prêtre le 2 mars dernier, dans une émission de la RSR au sujet de l'achat du FA-18. Il ne se passe pas un mois sans que des gens de l'une ou l'autre tendance de ce parti ne réclament, à coups de déclarations démagogiques et agressives, des réductions budgétaires, dont chacune suffirait à ruiner l'édifice de la défense. Certains se permettent même de traiter nos chefs militaires «d'incapables dont on ferait bien de contrôler et d'entraver les actions criminelles» (M. Bodenmann lors d'une interview RSR, le 6 mars dernier, à la suite de l'incident *Tiger-Airbus*). Le Groupement pour une Suisse sans armée (GSsA), quant à lui, se permet d'entraver illégalement un chantier du DMF, alors que le Département dispose toujours du droit d'entreprendre des travaux sans mise à l'enquête publique.

Malgré les événements survenus à l'Est, généralement perçus avec optimisme, malgré des arguments souvent fallacieux, les résultats des consultations populaires ont clairement montré la volonté des Suisses de maintenir leur armée. Même s'ils n'ont aucune envie de s'en servir, ils

savent cependant qu'il serait irresponsable de s'en passer. Des maladresses, parfois au plus haut niveau, ont largement contribué à renverser les rôles: les vainqueurs sont devenus les vaincus, donnant ainsi un nouvel élan aux opposants. Il est vain d'espérer que ces milieux renoncent à leurs prétentions. Preuve en est la dernière action du GSsA pour faire échouer l'acquisition du FA-18. Leur travail de sape porte lentement ses fruits: le dénigrement national (même nos sportifs engagés aux jeux olympiques en ont été les victimes) et la critique mal intentionnée font des dégâts difficilement mesurables. Les rares démentis de citoyens agacés, s'ils mettent un peu de baume sur la fierté meurtrie de la majorité silencieuse, ne rétablissent pas la situation.

Sondages et désinformation

Bien que les buts demeurent inchangés, les méthodes ont évolué. Parmi ces moyens, le sondage d'opinion apparaît comme l'un des plus pernicieux. Employé dans une période où la tendance est à se poser d'innombrables questions, pas toujours justifiées, il apporte des réponses faciles qui ont la «vertu» d'être prétendument celles du plus grand nombre et qui trouvent ainsi une légitimité. Dans ces manipulations de l'opinion, on use souvent de chiffres faussés qui se prêtent à des interprétations tendancieuses. Rien ne permet de juger de l'honnêteté scientifique de tels résultats, surtout lorsque le but du commanditaire est évident.

Peut-on considérer comme sérieux le sondage *Blick* au sujet du FA-18, le dimanche 1^{er} mars, fondé sur un échantillon restreint de 550 personnes, ou d'autres enquêtes qui visent à créer un fossé entre Alémaniques et Romands, donc à diviser l'opinion sur la base de l'appartenance linguistique? La grande majorité de nos

media participent à cette entreprise de déstabilisation. Les prises de position, conscientes et responsables, cherchant à contrecarrer cette tendance, apparaissent ténues, car invariablement publiées sous forme d'encarts insignifiants parmi les curiosités folkloriques locales.

N'est-il pas malhonnête de demander à une population dont les commodités et le pouvoir d'achat sont en baisse, dont le taux de chômage d'aggrave, s'il est judicieux de consacrer beaucoup d'argent pour acheter leurs «joujoux» aux militaires? La réponse sera immanquablement défavorable, même si beaucoup de citoyens restent fermement attachés à l'armée. L'égoïsme à court terme est largement exploité, tout comme le manque de connaissances ou d'intérêt d'une population endormie par la facilité. Les effets de cette méthode sont tels que certains politiciens de la droite traditionnelle se laissent influencer.

En dépit des efforts déployés par le Conseil fédéral pour expliquer les méandres des finances de la Confédération, il reste de nombreuses personnalités pour réclamer des compressions du budget militaire, alors que c'est précisément dans ce domaine que les plus gros efforts ont été entrepris. Si la part militaire représentait 22% des dépenses fédérales en 1980, elle ne sera plus que de 12% en 1995. Quel autre département consentirait à de telles réductions ? Quelles que soient les mesures prises, elles ne sont jamais satisfaisantes pour ceux dont le but ultime est la disparition pure et simple de l'armée, de toute autorité et de toute obéissance.

Nous avons besoin d'un avion de combat moderne...

L'armée reste toujours le principal moyen de défense à disposition du Conseil fédéral qui a des devoirs découlant de notre constitution, d'accords internationaux et qui dispose, en outre, d'informations auxquelles le simple citoyen n'a pas accès pour des raisons évidentes de sécurité et de confidentialité. On ne peut donc pas confier au peuple, muni de son

seul bon sens, le droit de décider d'acquisitions d'armement, d'autant plus qu'une telle procédure s'empêtrerait immanquablement dans une série de référendums et de recours. La majorité des votants l'a compris, il y a cinq ans, sauf les irréductibles qui, abusant des facilités démocratiques de notre Etat, réclament à nouveau l'approbation populaire pour toute dépense militaire, en particulier pour les FA-18.

Cet appareil, ses détracteurs l'estiment dépassé, bien que les forces armées américaines, techniquement les plus avancées, en fassent encore l'acquisition. L'utilité du FA-18 pour la Suisse a été mise en doute. Bien malin, pourtant, celui qui pourrait prédire de quoi seront faites les cinq ou dix prochaines années ! Dans le cas le plus défavorable, comment déplacer et engager nos troupes terrestres sans une protection aérienne efficace ? Les appareils dont dispose notre aviation sont dangereusement dépassés. Ce parapluie est vital; s'il venait à manquer, ce serait toute l'armée qui prendrait froid et il n'y aurait pas que nos pilotes pour en pleurer...

L'intervention la plus inacceptable est l'interview largement diffusée (24 Heures des 22-23 février), d'un général allemand (donc un grand chef respectable), mais socialiste (!) et photographié en compagnie de M. Hubacher, qui critiquait les conclusions du Conseil fédéral. Il faut un culot certain pour exposer des arguments aussi inconsistants qui prouvent que ces deux messieurs n'ont pas lu le *Plan directeur de l'armée 95* ! Le but de M. Hubacher est de semer le doute dans les esprits, d'apparaître comme un preux pourfendeur de militaires, bref un héros.

Osons espérer que la majorité de nos élus sont de véritables hommes et femmes d'Etat, et non de vulgaires politiciens dont la seule préoccupation est de conserver un fauteuil conquis de haute lutte. Qu'ils restent au-dessus de la mêlée, sans se laisser abuser par le chant des sirènes ! Seule une Suisse forte et unie peut se faire entendre dans le concert des nations.

**Capitaine Alain Voirol
Premier-lieutenant Gérald Vernez**